

Charte de l'adhérent et charte identitaire

[Charte de l'adhérent et charte identitaire](#)

CHARTE DE L'ADHERENT de SUD Culture Solidaires

Le principe et le contenu d'une charte de l'adhérent-e ont été adoptés lors du 2e Congrès de SUD Culture Solidaires, en 2002. La présente version a été actualisée à l'issue du 4e congrès de mars 2009. Elle a pour objectif de donner quelques-uns des principes essentiels que nous nous sommes donnés collectivement – notamment à travers nos statuts et textes d'orientation.

Diffusée à l'ensemble des adhérent-es, elle est systématiquement adressée lors de toute nouvelle demande d'adhésion avec les statuts du syndicat.

Cette charte stipule que la personne qui décide d'adhérer à SUD Culture Solidaires doit se reconnaître – ou ne pas être en opposition – avec les positions affichées, défendues collectivement par le syndicat. Pour cela, il/elle doit en connaître très rapidement les bases, afin d'adhérer en toute connaissance de cause.

La charte de l'adhérent-e permet ainsi à chacun-e d'avoir un minimum d'éléments de compréhension de SUD Culture Solidaires et de l'Union syndicale Solidaires ainsi que des principes qui les animent.

L'adhérent-e est la base même du syndicat

Décider d'adhérer est le résultat d'un choix individuel

Cette décision implique un certain nombre d'obligations de la part du syndicat envers l'adhérent-e- principalement des obligations de défense, de formation, d'information et de consultation.

L'adhérent-e peut décider, ou non, de militer au sein du syndicat.

L'adhérent-e peut décider, ou non, selon les modalités prévues par les statuts et le règlement intérieur du syndicat, d'assumer des responsabilités au sein de celui-ci.

Militer et assumer des responsabilités implique pour l'adhérent-e un certain nombre d'obligations (information et consultation des adhérent-es et des salarié-es qu'il/elle représente, participation régulière aux instances pour lesquelles il/elle est mandatée et aux instances internes du syndicat, engagement de ne pas utiliser la structure syndicale au service d'une structure politique).

Conformément à ses statuts, SUD Culture Solidaires poursuit l'objectif de construction d'un syndicalisme :

de transformation sociale dans la perspective de la construction d'une société autogestionnaire et égalitaire, anti-capitaliste, anti-patriarcale et anti-totalitaire qui repose sur le principe de la démocratie directe ;

indépendant de l'État, du patronat et de tout groupe politique, philosophique ou religieux ;

pluraliste, c'est-à-dire acceptant en son sein la pluralité des opinions, hors l'affichage et la diffusion d'opinions sexistes, homophobes, xénophobes ou racistes, et reconnaissant à tous-tes le droit d'opinion sur la base du respect des mandats syndicaux ;

fédéraliste, c'est-à-dire accordant une large autonomie aux

sections, aux structures locales dans la prise de décisions, sur la base du respect des orientations collectives arrêtées en Congrès et en Conseil des sections ;

féministe, dans le sens qu'il lutte pour une réelle égalité, tant professionnelle et sociale que citoyenne, entre les femmes et les hommes. Il se donne aussi pour objectif d'atteindre la parité dans toutes ses structures internes et dans sa représentation face à l'employeur ;

reposant sur la mobilisation, l'action et la négociation, et cherchant dans la lutte à réaliser l'unité la plus large des citoyen-ne-s et la démocratie directe dans son fonctionnement et dans les luttes ;

ayant une vision interprofessionnelle et refusant de se réfugier dans des intérêts catégoriels et corporatistes ;

faisant de la lutte contre la précarité, les exclusions, les inégalités, les discriminations une priorité et à ce titre, partenaire des structures citoyennes impliquées dans ces mêmes combats ;

cherchant à développer une stratégie et une pratique syndicale permettant aux salarié-e-s de mieux faire le lien entre ce qu'ils/elles vivent au quotidien sur leur lieu de travail et une mondialisation capitaliste libérale et financière en marche d'un bout à l'autre de la planète ;

œuvrant pour l'émancipation des individus, afin qu'ils puissent penser et agir sur leur environnement de travail et être acteurs de leur vie.

Pour tout-e adhérent-e, adhérer à SUD Culture Solidaires c'est :

adhérer aux statuts, chartes, règlement intérieur et

orientations du syndicat, qui lui sont transmis avant son adhésion ;

acquitter sa cotisation ;

se reconnaître – ou ne pas être en opposition – avec les positions affichées, défendues collectivement par le syndicat, à savoir :

Sur la base d'études, travaux, réflexions... – en particulier dans le cadre de l'Union syndicale Solidaires – visant à la mise en place d'une autre politique économique et sociale, une juste répartition des richesses et des revenus et une égalité des droits, nous revendiquons (entre autres) :

l'arrêt de la précarité et de la flexibilité comme norme d'emploi et le droit pour tous à un emploi stable et correctement rémunéré ;

la réduction massive du temps de travail avec création d'emplois correspondants, sans perte de salaire, sans flexibilité ;

la mise en place d'un nouveau statut du salariat, assumé financièrement par le patronat en tant qu'entité collective, garantissant la continuité d'emploi, de rémunération, de droits sociaux, de qualification, de formation et de carrière ;

l'harmonisation des différents régimes de retraite, avec le maintien du principe de répartition et le retour du droit à une retraite pleine et entière à 60 ans maximum (sur la base de 37,5 annuités au maximum) pour toutes et tous et dès 55 ans pour les travaux pénibles ainsi que le maintien de tous autres acquis liés aux régimes spécifiques ;

la création d'un revenu universel garanti et l'élargissement des minima sociaux, notamment aux jeunes dès leur majorité ou leur émancipation ;

l'amélioration des conditions de vie à travers l'augmentation, de manière significative, des minima sociaux, des revenus sociaux et des salaires, dans le sens d'une réduction des écarts sociaux. La reconnaissance de droits économiques et sociaux fondamentaux : droit au revenu, au logement, aux transports, à la santé, à l'éducation, à la culture... ;

l'instauration d'un régime universel de l'assurance maladie de haut niveau basé sur la solidarité, avec la gratuité totale des soins et allant vers la prise en compte d'une couverture plus large en cas d'invalidité..., couverture actuellement prise en charge par les mutuelles ou les assurances privées ;

l'égalité professionnelle et salariale réelle entre les hommes et les femmes ;

la mise en place de mesures concrètes contre toutes les formes de discrimination, qui frappent notamment les femmes, les homosexuel-les, les immigré-es, les jeunes (plus particulièrement issus des milieux défavorisés), les handicapé-e-s, les minorités... ;

la suppression des conditions de nationalité qui existent dans de nombreux emplois (du privé comme du public).

Pour SUD Culture Solidaires, assurer l'égalité d'accès de tous et toutes aux mêmes prestations c'est se battre pour le service public. Par essence au service des usagers, il doit le rester et contribuer ainsi à la cohésion sociale. Défendre le service public, cela passe pour nous (entre autres) :

par une politique de dépenses publiques basée sur leur utilité collective, sociale et économique et l'extension de l'intervention publique à d'autres domaines pour répondre aux besoins croissants et diversifiés de la population ;

par la lutte contre la déréglementation, la libéralisation, la privatisation, le démantèlement des services publics ;

par une fiscalité juste visant d'une part à baisser la taxation des revenus du travail et des produits de première nécessité et, d'autre part, à augmenter de manière significative la taxation des revenus financiers et des gros patrimoines afin de mieux répartir la richesse produite ;

par la création d'emplois dans le secteur public et la mise en place de plans de titularisation sans concours des personnels précaires.

SUD Culture Solidaires défend le pluralisme culturel, la liberté totale pour les artistes, la défense des professionnels quelle que soit la discipline, l'accès à la culture et aux pratiques culturelles le plus large, en particulier pour celles et ceux qui vivent dans la précarité et l'exclusion, en dehors des grands centres urbains, etc. Nous luttons pour une vraie politique publique culturelle qui (entre autres) :

soit accessible au plus grand nombre, avec des tarifs de spectacles, d'expositions, de services culturels, etc., accessibles à tous, la gratuité pour les sans ressources, des tarifs réduits pour les précaires et les étudiants-e-s ;

favorise la rencontre des cultures dans le respect de l'autonomie culturelle et de l'identité collective des populations, œuvrant pour le lien social et contrant ainsi la volonté de domination, de contrôle et d'uniformisation au profit des seuls grands groupes marchands des pays industrialisés ;

bénéficie de réels moyens humains et financiers à tous les niveaux (Union européenne, État, région, département, commune, inter-communalité), au-delà même du caractère factice

d'affichage du fameux 1 % minimum pour le budget du ministère de la culture, largement insuffisant.

Par ailleurs, nous revendiquons que cette politique culturelle fasse l'objet d'un grand débat national incluant notamment la question de son financement.

Partisan d'un syndicalisme impliqué dans la vie de la cité, SUD Culture Solidaires a fait de la lutte contre la précarité, les exclusions, les discriminations... le fondement de son engagement.

Ce combat, nous le menons à travers des interventions propres à notre champ de compétence mais aussi externes à celui-ci, c'est pourquoi (entre autres) :

nous sommes engagés auprès de celles et ceux qui luttent contre toutes les formes d'exclusions et plus particulièrement tous les « sans » : sans-papiers, sans-travail, sans-logement, etc. ;

nous soutenons, aidons, travaillons et luttons avec les organisations structurées sur ces terrains de lutte

nous luttons contre les politiques gouvernementales actuelles en matière d'immigration, notamment celles menées au nom d'une immigration « choisie » (basée sur des besoins économiques au mépris des droits humains), et pour la satisfaction des revendications des sans-papiers (régularisation immédiate de tous par une carte de 10 ans, abrogation des lois anti-immigré-e-s et de la double peine, fermetures des centres de rétention...)

nous luttons pour la liberté de circulation et d'installation des individus et l'égalité des droits des populations immigrées (droit de vote en particulier) ;

nous luttons aussi pour le droit à pouvoir vivre dans son

pays d'origine, ce qui suppose l'arrêt des politiques néo-colonialistes de pillages des ressources naturelles, humaines et culturelles au seul profit des pays dits « développés » ;

nous participons à des structures de réflexion et de lutte qui dénoncent sous toutes ses formes la mondialisation financière du capital et une vision de l'Europe où seule prime la loi du marché et où les préoccupations humaines, sociales et démocratiques sont oubliées ;

nous luttons également pour l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde ;

nous luttons aux côtés des associations pour la défense des droits des femmes, notamment le droit à la contraception et à l'avortement sans cesse remis en cause par les groupes religieux et les politiques de casse du service public de la santé ;

nous luttons contre les violences subies par les femmes que ce soit dans la sphère privée comme publique ;

nous nous inscrivons également dans le combat contre l'homophobie et la transphobie.

Adhérer à SUD Culture Solidaires, c'est militer pour un projet social émancipateur, pour un syndicalisme qui agit avec les salarié-e-s, et non à leur place, pour un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoirs ancré dans les réalités de la société... pour mieux la transformer. La présente charte doit obligatoirement être remise à chaque nouvel-le adhérent-e.

CHARTRE IDENTITAIRE

de SUD Culture Solidaires

Le syndicalisme : un outil de lutte pour la transformation sociale

Les attaques menées sous la coupe des marchés financiers et du néo-libéralisme économique déferlent sur l'ensemble du monde du travail. Elles n'épargnent aucun secteur de la vie sociale, exacerbent partout les impératifs de rentabilité financière et l'agressivité commerciale, libéralisent, dérèglementent et privatisent les services publics ou sacrifient leurs missions. Elles réduisent l'environnement, les êtres, leurs rêves et leurs espoirs à l'état de marchandises, vite rentabilisées et vite jetées une fois consommées. Au développement du chômage, de la précarité et de la misère sociale dans les pays dits développés correspondent la mise à sac du Tiers- Monde, des pays de l'Est, et la pauvreté généralisée.

Dans ces conditions, prétendre apporter des solutions de fond sur un champ professionnel spécifique en faisant abstraction du contexte général de la société ne serait que pure illusion. La nécessité de se battre contre l'organisation sociale actuelle du travail (organisation hiérarchique, parcellaire et aliénante) pour améliorer nos conditions de travail et de vie est indissociable d'un combat plus large visant à substituer à l'actuel gâchis qui met en péril l'existence même de la planète, une société solidaire débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, basée en priorité sur la satisfaction des besoins sociaux et écologiques.

Depuis son origine, le mouvement ouvrier a été divisé, et souvent déchiré, par l'opposition entre les tenants d'un syndicalisme se bornant à atténuer les conséquences de l'exploitation capitaliste sans jamais en attaquer la racine, et les défenseurs d'un syndicalisme d'émancipation des

travailleurs/euses et de l'ensemble des exploités-es. Par ailleurs, une bonne partie du XXe siècle a vu l'idée même de transformation sociale gravement pervertie et décrédibilisée par le soutien qu'une composante non négligeable du mouvement syndical a apporté aux dictatures du « socialisme réel » naguère en vigueur à l'Est.

SUD Culture Solidaires l'affirme sans ambiguïté : l'émancipation des travailleurs/euses ne peut se faire qu'au prix d'une rupture avec le système capitaliste et tous les systèmes autoritaires et d'oppression. Elle sera le fruit de l'action consciente, collectivement déterminée, mise en œuvre et librement consentie par les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes, ou elle ne sera pas.

C'est pourquoi SUD Culture Solidaires inscrit son action dans une double continuité :

celle définie en 1906 par la CGT dans la charte d'Amiens, qui assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence : défense des revendications immédiates et quotidiennes, et lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État ;

celle du projet de socialisme autogestionnaire porté par la CFDT au début des années 1970, dans la mesure où il plaçait les travailleurs/euses et la nécessité de la démocratie la plus large au cœur de l'objectif de transformation sociale comme de la démarche visant à y parvenir.

Cependant, un tel héritage ne constitue pas un dogme intangible. Pour une part, les modes de syndicalisme qui se sont historiquement développés sur ces bases ont montré leurs limites. Par ailleurs, les luttes qui interviennent depuis le début des années 1990 à l'initiative des chômeurs et des « sans » pour la défense et la conquête de droits élémentaires ainsi que l'émergence et l'élargissement depuis les mobilisations contre l'OMC à Seattle en 1999 du mouvement

alter- mondialiste interpellent le monde syndical. Elles conduisent nécessairement à élargir ces conceptions, à refonder un projet syndical intégrant la dimension des différents mouvements sociaux.

Un syndicalisme ancré dans l'interprofessionnel et dans la société

Lors de son 2e congrès, en 2001, l'Union syndicale Solidaires avait réaffirmé « [qu'elle] n'était pas une fin en soi, mais un moyen pour que le syndicalisme de contre-pouvoirs et de transformations sociales [qu'elle] défend devienne majoritaire parmi les salariés ». Le syndicat SUD Culture Solidaires fait sienne cette affirmation et s'inscrit pleinement dans les différentes initiatives qui visent à favoriser la mise en œuvre d'un pôle syndical interprofessionnel porteur d'alternatives et regroupant l'ensemble des forces qui refusent dans notre pays l'accompagnement du (social)-libéralisme. Renforcer le poids de Solidaires, c'est permettre à celui-ci de mieux peser dans les différents rapports de forces aptes à favoriser une évolution plus large du mouvement syndical et la mise en œuvre de propositions alternatives. Il y a urgence à renouer avec un outil syndical, au niveau professionnel comme au niveau interprofessionnel, à la hauteur des attaques et des défis actuels.

Face aux dégâts du libéralisme qui se manifestent aussi bien dans la précarisation des statuts, la remise en cause du système de protection sociale, l'affaiblissement des services publics, les attaques de droits fondamentaux comme la santé, l'éducation ou la culture, des dégradations environnementales, ou sanitaires... SUD Culture Solidaires, comme l'Union syndicale Solidaires, inscrit dans sa démarche syndicale la recherche de convergences durables et la construction de mobilisations – au-delà des seules composantes du mouvement syndical – avec des mouvements sociaux qui agissent eux aussi contre les dégâts du libéralisme.

C'est tout le sens de notre engagement aux côtés de tous les « sans » : sans-travail, sans-logement, sans-papiers... et des autres forces sociales engagées dans la lutte contre la précarité, les exclusions, les inégalités, les discriminations... En effet, les luttes menées par ces différentes structures, telles AC ! (Agir ensemble contre le chômage), DAL (Droit au logement), DD ! (Droits devant !!), Collectifs de sans-papiers, Ras l'front, RESF (Réseau éducation sans frontières)... et celles que nous menons au sein de notre propre champ syndical, relèvent à l'évidence d'un seul et même combat. Dès lors, il s'agit, ensemble, d'impulser des analyses et des mobilisations aptes à imposer des contre-pouvoirs dans la société. Cet engagement trouve également sa traduction par l'aide logistique, financière, matérielle... que nous pouvons apporter à ces structures, dans la limite de nos moyens.

Face à la mondialisation du capital, qui a des conséquences concrètes sur la vie quotidienne des travailleurs/euses et des peuples, la construction de rapports de forces à l'échelle internationale doit faire partie intégrante de la stratégie d'action du mouvement syndical. A ce titre, SUD Culture Solidaires, comme l'Union syndicale Solidaires, entend favoriser la constitution d'un réseau entre les différentes forces syndicales qui, à travers la planète, partagent aujourd'hui des analyses similaires.

La construction d'un rapport de force à l'échelle internationale ne saurait reposer uniquement sur le mouvement syndical. Il s'agit également de construire les convergences entre les différents mouvements de résistance à toutes les formes de la mondialisation libérale qui se déploient d'un bout à l'autre de la planète. C'est tout le sens de notre participation aux différentes mobilisations initiées dans ce domaine, notamment de notre participation aux forums sociaux locaux, européens et mondiaux. Cet engagement ne se limite pas à la présence symbolique de quelques militants lors de ces

initiatives mais se traduit également par un travail de sensibilisation en direction des salarié-e-s afin que ceux-ci/celles-ci puissent mieux faire le lien entre ces mobilisations et ce qu'ils/elles vivent concrètement.

Un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoirs, indépendant mais pas neutre

Alors que dans notre pays les richesses augmentent, la précarité se développe, le chômage persiste, et la misère s'accroît – y compris parmi la population salariée, les inégalités économiques, sociales et culturelles ne se résorbent pas, elles augmentent même. Loin de disparaître, les classes sociales perdurent. Aux inégalités économiques, sociales et culturelles subies par les ouvriers, les chômeurs et les précaires, s'ajoutent des discriminations persistantes subies, dans le travail et dans l'ensemble de la société, par les jeunes (et plus particulièrement celles et ceux qui sont relégué-es dans les quartiers ghettoïsés), les femmes, les travailleurs- euses âgé-e-s, les retraité-e-s, les handicapé-e-s, les homosexuel-le-s, les immigré-e-s et tous les Français-es issu-e-s de l'immigration, etc.

Face à toutes les attaques subies par le monde du travail, le syndicalisme reste un outil indispensable à la défense individuelle et collective des travailleurs/euses. C'est un outil nécessaire pour informer, convaincre, rassembler, unir, organiser les luttes, transformer la réalité en faisant en sorte que chacune et chacun devienne acteur dans une démarche d'émancipation sociale. Un outil au service des intérêts collectifs de celles et ceux qui n'ont ni le pouvoir financier, ni le pouvoir économique, ni le pouvoir intellectuel : le monde du travail dans ses multiples réalités actuelles. Un outil pour analyser, résister et agir sur le monde, pour le transformer et non s'y adapter.

SUD Culture Solidaires inscrit dans sa démarche syndicale la lutte contre toutes les formes d'inégalités et de

discriminations persistantes et le combat contre toutes les formes de racisme et toutes les idées et les politiques qui tendraient à favoriser les replis communautaristes. Notre organisation syndicale agit sur ces questions, aussi bien dans les lieux de travail, que dans l'ensemble de la société.

Notre projet syndical commun vise à mettre en œuvre un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoirs liant la défense quotidienne des salarié-e-s et la transformation de la société à travers la construction de rapports de forces aptes à favoriser l'émergence de projets alternatifs favorables aux salarié-es, chômeurs/euses, précaires... pour contrer les politiques libérales mises en place par le patronat et les gouvernements.

SUD Culture Solidaires se doit d'analyser et d'agir sur les décisions des pouvoirs publics, des gouvernements, des responsables politiques et patronaux, qui rentrent dans notre champ d'intervention, tel que défini par nos statuts. Notre syndicalisme intervient sur le champ politique et se refuse à cantonner son intervention sur les seuls problèmes revendicatifs immédiats.

Cela implique, entre autres, une pratique syndicale :

reposant sur la mobilisation, l'action et la négociation,

cherchant à réaliser l'unité la plus large des citoyens et la démocratie directe dans son fonctionnement et dans les luttes,

ne se réfugiant pas dans des intérêts catégoriels et corporatistes, mais ayant une vision interprofessionnelle,

faisant de la lutte contre la précarité, les exclusions, les inégalités, les discriminations une priorité et à ce titre,

partenaire des structures citoyennes impliquées dans ces mêmes combats...

mettant en œuvre une pratique de débats et de confrontation, et de participation aux mobilisations avec les différentes forces politiques, dès lors que ces initiatives sont de nature à faire avancer nos propres priorités revendicatives et/ou de transformation sociale.

Pour autant, le syndicalisme que nous construisons ne confond pas son rôle avec celui d'un parti politique. Là où la vocation d'un parti politique, dans le système actuel, est d'accéder au pouvoir, et donc, nécessairement, d'y effectuer des arbitrages entre les différentes composantes de la société, le syndicalisme de transformation sociale entend rester en toutes circonstances un outil des travailleurs/euses au service des travailleurs/euses, une organisation syndicale pluraliste se donnant comme objectif de construire avec elles et eux un véritable contre-pouvoir face aux gouvernements et aux partis politiques, quels qu'ils soient. C'est pourquoi SUD Culture Solidaires élabore ses orientations et détermine son action dans la plus totale indépendance vis-à-vis des organisations politiques, des gouvernements, de l'État, des groupes économiques et financiers, du patronat et des logiques que les uns et les autres véhiculent.

Des pratiques démocratiques pour un outil syndical plus efficace

La démocratie constitue un principe fondateur fondamental. Développer des pratiques de démocratie directe contribue à rendre crédible notre projet syndical et constitue aussi un gage d'efficacité à travers la mise en place d'un fonctionnement favorisant le débat. L'exigence de démocratie concerne aussi bien le rapport aux salarié-es que le fonctionnement interne du syndicalisme. Contribuer à la rénovation du syndicalisme, à construire une alternative aux confédérations, demande aussi de mettre en place un fonctionnement qui favorise le débat, qui permet l'expression des divergences et qui se donne les moyens de construire un point de vue partagé par le plus grand nombre. L'adhésion des

salarié-es à notre syndicat suppose que notre syndicalisme ne soit pas un syndicalisme d'appareil, mais un syndicalisme proche de ses adhérent-e-s, à l'écoute et en phase avec leurs aspirations.

Ainsi, il s'agit de dépasser le syndicalisme de délégation, pour faire un syndicalisme qui agit avec les salarié-es, et non pas à leur place. Ceux-ci/celles-ci veulent pouvoir donner leur avis, s'exprimer sur toutes les questions qui les concernent. Il s'agit pour le syndicalisme de produire des analyses, de les proposer, les vérifier, les enrichir. Il s'agit de susciter les débats, de faire émerger les revendications et les projets collectifs, décidés et portés en toute connaissance de cause. Il s'agit aussi de donner aux travailleurs/euses la possibilité de choisir et de mettre en œuvre leurs modalités d'action dans des cadres les plus unitaires possibles.

Une identité qui doit fonder notre pratique d'ensemble

SUD Culture Solidaires s'engage à se référer à cette charte dans ses sessions de formation ; il invite ses sections à mettre cette charte au débat de leurs réunions, à en communiquer le texte à leurs adhérent-es actuel-les et futur-es, et à s'en inspirer dans leur intervention au quotidien. Dans une société hiérarchisée, brutale, ne reconnaissant que la loi du plus fort, une pratique syndicale Solidaire, Unitaire et Démocratique, visant à promouvoir respect des individus, action collective et justice sociale, est perpétuellement menacée. À nous de l'entretenir, l'approfondir et l'élargir par une vigilance de tous les instants.

Ainsi notre syndicat inclut dans ses statuts le préambule suivant

Syndicat de lutte et de contre-pouvoirs, ne s'arrêtant pas à la porte des entreprises et des administrations, mais impliqué dans la vie de la cité, SUD Culture Solidaires entend lier :

la défense des salarié-es ;

la transformation de la société ;

l'émancipation des individus afin qu'ils puissent penser et agir sur leur environnement de travail et être acteurs de leur vie.

Solidaires, parce que SUD Culture Solidaires entend être aux côtés des exclus, des minorités et des victimes d'une société qui n'hésite pas à placer le profit des uns au-dessus de l'existence des autres.

Unitaires, parce que rechercher à la base sur chaque mobilisation l'unité d'action la plus large est le meilleur moyen de regrouper un maximum d'individus sur des objectifs communs.

Démocratiques, parce que chaque adhérent-e et chaque salarié-e doit pouvoir apporter sa propre réflexion, enrichir le débat et participer à la transformation de la société.

Le syndicat SUD Culture Solidaires est la poursuite, sous une forme spécifique, de l'objectif de construction d'un syndicalisme :

de transformation sociale dans la perspective de la construction d'une société anti-capitaliste, anti-totalitaire, anti-patriarcale et autogestionnaire qui repose sur le principe de la démocratie directe ;

indépendant de l'État, du patronat et de tout groupe politique, philosophique ou religieux ;

pluraliste, c'est-à-dire acceptant en son sein la pluralité des opinions, hors l'affichage d'opinions sexistes, homophobes, xénophobes ou racistes, et reconnaissant à tous le droit d'opinion sur la base du respect des mandats syndicaux ;

fédéraliste, c'est-à-dire accordant une large autonomie aux sections, aux structures locales dans la prise de décisions, sur la base du respect des orientations collectives arrêtées en Congrès et en Conseil des sections ;

féministe, dans le sens qu'il lutte pour une réelle égalité, tant professionnelle et sociale que citoyenne, entre les femmes et les hommes. Il se donne aussi pour objectif d'atteindre la parité dans toutes ses structures internes et dans sa représentation face à l'employeur ;

reposant sur la mobilisation, l'action et la négociation, et cherchant à réaliser l'unité la plus large des citoyen-ne-s et la démocratie directe dans son fonctionnement et dans les luttes ;

ayant une vision interprofessionnelle et refusant de se réfugier dans des intérêts catégoriels et corporatistes ;

faisant de la lutte contre la précarité, les exclusions, les inégalités, les discriminations une priorité et à ce titre, partenaire des structures citoyennes impliquées dans ces mêmes combats ;

cherchant à développer une stratégie et une pratique syndicale permettant aux salarié-e-s de mieux faire le lien entre ce qu'ils vivent au quotidien sur leur lieu de travail et une mondialisation libérale et financière en marche d'un bout à l'autre de la planète.